

**ROYAUME DU MAROC  
FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL**



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N°AO/1425**

**ACQUISITION D'UNE SOLUTION SAAS DE SENSIBILISATION A LA SECURITE DES SI**

**JUIN – 2025**

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	3
ARTICLE 3 : OBJECTIFS CONSISTANCE DE LA PRESTATION.....	3
ARTICLE 4 : OBLIGATIONS LIEES A LA REALISATION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 5 : PRESTATIONS DE SERVICE .....	5
ARTICLE 6 : EQUIPE PROJET .....	5
ARTICLE 7 : RETRAIT OU REMPLACEMENT DU PERSONNEL DU PRESTATAIRE.....	6
ARTICLE 8 : MODALITES DE RECEPTION .....	6
ARTICLE 9 : TEXTES GENERAUX .....	6
ARTICLE 10 : RESPONSABILITE .....	7
ARTICLE 11 : DELAI DE REALISATION.....	7
ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD.....	7
ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE .....	7
ARTICLE 14 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION .....	8
ARTICLE 15 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIEMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME....	8
ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL.....	8
ARTICLE 17 : DEFINITION DES PRIX .....	9
ARTICLE 18 : REVISION DES PRIX.....	9
ARTICLE 19 : MODALITES DE PAIEMENT .....	9
ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....	9
ARTICLE 21 : ELECTION DE DOMICILE.....	9
ARTICLE 22 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES .....	10
ARTICLE 23 : SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 24 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE 25 : NANTISSEMENT .....	10
ARTICLE 26 : MESURES COERCITIVES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	10
ARTICLE 27 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 28 : MODIFICATION- ARRET/AJOURNEMENT – CESSATION- RESILIATION	11
ARTICLE 29 : VALIDITE DU MARCHE .....	11
ARTICLE 30 : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF .....	11

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

L'objet du présent appel d'offres ouvert est l'acquisition d'une solution SaaS (Software as a Service) de sensibilisation à la sécurité des systèmes d'information (SI) et ce, dans le cadre de la démarche du FEC de sécurisation des SI et de renforcement de la culture de sécurité auprès de ses collaborateurs

La mise en place de cette solution permettra également de répondre à l'exigence réglementaire d'organiser régulièrement, selon un programme préétabli, des sessions de formation et de sensibilisation au profit du personnel en matière de sécurité des SI.

La consistance de la prestation est détaillée au niveau de l'article 3 du CPS.

Cet appel d'offres est établi en application des dispositions du règlement des achats du Fonds d'Équipement Communal.

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le FEC procédera à la notification d'un ordre de service prescrivant au prestataire le démarrage de la prestation.

## **ARTICLE 3 : OBJECTIFS CONSISTANCE DE LA PRESTATION**

### **3.1 OBJECTIFS DE LA PRESTATION**

Cette solution devra permettre de former, informer et mesurer l'engagement des utilisateurs face aux menaces, tout en s'adaptant aux besoins du FEC.

Les objectifs finaux se présentent comme suit :

1. Sensibiliser l'ensemble des collaborateurs aux bonnes pratiques en sécurité des SI.
2. Réduire les risques liés aux erreurs humaines (ex. : phishing, mots de passe faibles).
3. Contribuer à la conformité avec les normes de sécurité et les réglementations en vigueur (Loi 05-20, ISO 27001, DNSSI, Loi 09-08, ...).
4. Disposer d'un module de faux phishing permettant de tester la vigilance des collaborateurs face à ce type de menaces.
5. Fournir des rapports et des indicateurs pour évaluer l'efficacité des campagnes de sensibilisation et de faux phishing.

### **3.2 DESCRIPTION DE LA SOLUTION**

La solution proposée devra permettre ce qui suit :

- La solution doit être en mode SAAS (Aucun logiciel à installer) avec aucune limitation d'utilisation (24/24 h et 7/7 j) pour 80 collaborateurs ;
- La solution doit être proposée en mode clé en main de telle sorte à ce que le FEC :
  - Puisse mettre en œuvre et déployer en seulement quelques clics sa propre campagne de sensibilisation ;
  - Profite de portails d'accès prêts à l'emploi, de messages d'invitation et de relance pré-enregistrés ;
  - Puisse mesurer le résultat de son action et évaluer le niveau de compréhension et d'adhésion des collaborateurs aux messages diffusés.
- La solution doit pouvoir offrir :

#### **a. Des campagnes de sensibilisation**

La solution doit permettre de lancer autant de campagnes que le besoin l'exige. Les campagnes de sensibilisation de la solution doivent être principalement en langue française.

Les thématiques doivent être diversifiées et déjà prêtes à l'emploi, avec au minimum les thèmes suivants :

- Gestion de Mots de passe
- Courriel électronique
- Protection de l'information
- Ingénierie Sociale
- Mobilité
- Accès physiques
- Phishing et ses variantes
- ...

b. Du contenu riche

Le contenu proposé devra :

- Proposer des capsules et des thématiques liées au contexte réglementaire marocain (DNSSI, Loi 05-20, Loi 08-09, ...)
- Présenter les pratiques interdites en milieu professionnel et leurs impacts sur la sécurité du SI du FEC.
- Fournir aux utilisateurs des conseils, astuces pratiques et comportements pour renforcer la sécurité des outils informatiques, et ce, à la fois pour un usage professionnel que pour un usage personnel.
- Former les utilisateurs aux méthodes leur permettant de qualifier les comportements humains et systèmes, pouvant constituer un risque, afin de leur permettre d'établir un premier diagnostic cohérent à communiquer et à déclarer en tant qu'incident.

c. Du contenu multilingue et multimédia

La solution recherchée doit être particulièrement efficace pour stimuler l'intérêt des collaborateurs du FEC, et ce, moyennant un langage multilingue et :

- Des synthèses flash
- Des vidéos
- Des quiz

d. Un module de faux phishing

La solution devra intégrer un module dédié à la préparation des scénarii de phishing et permettre le lancement de campagnes de faux phishing. A l'issue de chaque campagne, un rapport devra être fourni avec des indicateurs appropriés.

e. Un suivi en temps réel

Le niveau de suivi proposé par la solution doit être pertinent pour dresser un bilan complet de la campagne

Parmi les statistiques à prévoir :

- Pourcentage de répondants
- Note moyenne
- Progression
- Pourcentage de bonnes réponses



### **3.3 CONSISTANCE DE LA PRESTATION**

- Abonnement à une solution en tant que service (SaaS – Software As A Service) pour la sensibilisation à la cyber sécurité pour 80 collaborateurs. Cet abonnement doit couvrir l'abonnement au module de lancement des campagnes et au module de faux phishing ;
- Prestations d'accompagnement de démarrage :
  - Accompagnement pour l'élaboration et le déploiement du premier programme annuel de sensibilisation personnalisé et adapté aux cibles identifiées ;
  - Transfert de compétences à l'équipe interne du FEC ;
  - Fourniture d'un guide d'exploitation de la solution « SAAS » (Guide utilisateur et Guide Administrateur).

### **3.4 SUPPORT TECHNIQUE DE LA SOLUTION**

Le prestataire doit s'engager à assurer le support technique de la solution après mise en exploitation. Ce support doit couvrir la réponse aux anomalies détectées au niveau de la solution.

### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS LIEES A LA REALISATION DES PRESTATIONS**

Le prestataire s'engage à donner suite à toute demande d'information permettant au FEC d'assurer le contrôle de la réalisation des prestations. Il est tenu d'informer le FEC de tout événement ou circonstance de nature à entraver le bon déroulement de l'exécution de la mission.

### **ARTICLE 5 : PRESTATIONS DE SERVICE**

Les prestations de services peuvent inclure toute prestation se rapportant à la formation à la sécurité des SI, notamment :

- Formation spécialisée des équipes techniques de la DSI du FEC ;
  - Formations des managers en termes de maîtrise du cadre réglementaire cyber et les compétences de gestion des risques et crises cyber ;
- ;
- Prestation de simulation d'un scénario de crise cyber permettant de tester les dispositifs existants (détection, alerte, escalade ...), d'évaluer les capacités de gestion de crise cyber et d'identifier les axes d'amélioration.
- Toute autre prestation liée aux activités d'apprentissage, de conception de campagne de sensibilisation, de gestion et d'administration de la solution...

Ces prestations de service seront réalisées à la demande du FEC. Pour toute prestation de service, le prestataire devra proposer une offre technique et une offre financière formulée en charge jour/homme conformément au prix n°3 figurant au niveau de l'article 30 relatif au Bordereau des Prix – détail estimatif.

Elles feront l'objet d'un ordre de service prescrivant le commencement et détaillant le nombre de jour/Homme ainsi que la consistance de la prestation de service à réaliser.

Le prestataire ne peut en aucun cas commencer les prestations qu'après validation de l'offre par le FEC et la transmission d'un ordre de service prescrivant le commencement de la prestation.

Le prestataire garantit que ces prestations seront fournies par du personnel qualifié et s'engage à fournir au FEC le transfert de compétences et du savoir-faire relatif aux services effectués.

### **ARTICLE 6 : EQUIPE PROJET**

Le prestataire devra préciser dans son offre les membres de l'équipe affectée à ce projet, en indiquant leurs missions et leurs interventions tout au long du projet.

L'équipe affectée au projet doit être constituée en plus du chef de projet, d'au moins un profil expérimenté dans la mise en déploiement de la solution proposée.

Cette équipe doit avoir une expérience significative dans le domaine de cyber sécurité.

#### **ARTICLE 7 : RETRAIT OU REMPLACEMENT DU PERSONNEL DU PRESTATAIRE**

Sauf dans le cas où le FEC en aurait décidé autrement, aucun changement ne sera apporté au personnel initialement affecté à la mission et validé par le FEC. Si, pour des raisons indépendantes de la volonté du prestataire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres de l'équipe, le prestataire fournira une personne d'une compétence et d'une expérience égales ou supérieures qui doit être accepté par le FEC.

Si le FEC n'est pas satisfait de la performance d'un membre de l'équipe ou découvre qu'un des membres de l'équipe s'est rendu passible d'un manquement sérieux ou s'il a des raisons suffisantes pour être non satisfait du comportement d'un des membres de l'équipe, le prestataire devra alors, sur demande motivée du FEC, désigner immédiatement un remplaçant dont la compétence et l'expérience sont jugées acceptables par le FEC.

Le personnel désigné par le prestataire sera soumis à approbation préalable du FEC. Le prestataire prendra à sa charge tous les frais résultants de ce retrait et/ou de ce remplacement. Il ne pourra en aucun cas soumettre des demandes de paiements au titre des coûts supplémentaires résultant du retrait ou remplacement du personnel.

#### **ARTICLE 8 : MODALITES DE RECEPTION**

##### **Pour le prix n°2 :**

Pour le prix n°2, et après réalisation des prestations, il sera procédé à la réception de ce prix, si le prestataire a bien rempli ses obligations contractuelles.

Un procès-verbal de réception sera établi par le FEC et signé par les deux parties

##### **Pour le prix n°3 :**

Pour les prestations de service et après validation des prestations réalisées, l'approbation par le FEC sera matérialisée par un procès-verbal de réception, signé par les deux parties.

**NB :** A la fin de la durée du marché, la réception définitive du marché sera prononcée et sera matérialisée par un procès-verbal de réception définitive, établi par le FEC, et signé par les deux parties.

#### **ARTICLE 9 : TEXTES GENERAUX**

Le prestataire est soumis aux obligations des textes généraux réglementaires suivants et, éventuellement, les textes complémentaires promulgués à la date de la signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres :

- Le règlement des achats du Fonds d'Equipeement Communal ;
- La Loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, promulguée par le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) ;
- La loi n°65-99 relative au code du travail, promulguée par le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret n° 2-14-343 du 24 juin 2014 portant fixation des montants du salaire minimum légal dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture ;



- Le Dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant Code des obligations et des contrats, tel que modifié et complété ;
- Loi n°17-99 portant code des assurances, promulguée par le Dahir N°1-02-238 du 27 Rejeb 1423 (03 octobre 2002) telle qu'elle a été complétée et modifiée ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires relatifs aux accidents du travail ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres.

#### **ARTICLE 10 : RESPONSABILITE**

Le prestataire est responsable de l'exécution complète du marché faisant suite au présent appel d'offres. Sa responsabilité est totale et indivisible.

En aucun cas, le prestataire ne peut céder la totalité ou une fraction du marché, ni contracter une association pour son exécution avec d'autres sociétés que celles au nom desquelles il a signé le marché, sans l'autorisation écrite du FEC.

Si cette autorisation lui est accordée, le prestataire n'en reste pas moins entièrement responsable de l'exécution de la totalité du marché dont les stipulations sont applicables aux sous-traitants.

Dans tous les cas, le prestataire est tenu d'imposer au sous-traitant des obligations telles que l'application des clauses du marché reste assurée. Le prestataire demeure personnellement responsable tant envers le FEC, qu'envers les tiers.

#### **ARTICLE 11 : DELAI DE REALISATION**

Le délai de réalisation de la prestation objet du prix n°2 ne devra pas dépasser quatre (04) mois.

Ce délai commence à courir à compter de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de la prestation objet du prix n°2.

#### **ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD**

Pour le prix n°1 et à défaut par le prestataire d'avoir commencé les prestations à la date fixée par l'ordre de service de démarrage, il lui sera appliqué, une pénalité d'un pour mille (1‰) du montant maximum annuel TTC de ce prix par jour calendaire de retard, de plein droit et déduite des sommes dues sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités sera plafonné à dix pour cent (10%) du montant du marché.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il a souscrites au titre du marché.

Si le montant des pénalités de retard atteint le seuil de 10% du montant du marché, le FEC se réserve le droit de résilier ledit marché.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Le prestataire est tenu de respecter la législation et la réglementation en vigueur au Maroc, notamment en matière de confidentialité et de sécurité des données et des systèmes d'information.

Le prestataire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée de la prestation et après son achèvement sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.



Sans autorisation préalable du FEC, le prestataire ne peut communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, il ne peut faire un usage préjudiciable au FEC des renseignements qui lui sont fournis pour accomplir sa mission.

#### **ARTICLE 14 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

La signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres par le prestataire emporte adhésion de ce dernier à la politique anti-corruption du FEC, telle que publiée sur le site internet du FEC ([www.fec.ma](http://www.fec.ma)). Le prestataire s'engage ainsi à prendre connaissance de l'ensemble des dispositions de la Politique anti-corruption du FEC et à veiller au strict respect de l'ensemble des principes qui y sont énoncés.

Le prestataire déclare et garantit qu'il n'a pas commis et ne commettra pas un quelconque acte de corruption ou de fraude en lien avec le marché qui fera suite au présent appel d'offres.

Le prestataire ayant constaté ou pris connaissance d'éléments ou de faits laissant présumer l'existence d'un comportement inapproprié notamment, d'un cas de corruption lié au marché qui fera suite au présent appel d'offres, peut le signaler via le dispositif d'alerte d'éthique en vigueur au sein de la Banque et ce, dans les conditions énoncées dans la Politique anti-corruption du FEC susvisée.

En cas de violation de la présente clause et sans préjudice de poursuites judiciaires, la banque se réserve le droit de résilier le marché qui fera suite au présent appel d'offres.

#### **ARTICLE 15 : ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU PRESTATAIRE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME**

La signature du marché qui fera suite au présent appel d'offres par le prestataire emporte engagement de ce dernier à respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment de Capitaux et le financement du terrorisme et ce, en phase avec la politique du FEC en la matière.

Le prestataire s'engage à ne pas être impliqué où apporter son soutien à une quelconque pratique de blanchiment d'argent et/ou de financement de terrorisme

#### **ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Fonds d'Équipement Communal collecte vos données : nom, prénom, domiciliation, numéro de téléphone, numéro de fax, adresse de courrier électronique, numéro de la CIN, n° passeport, signature, n° du RC, Identifiant fiscal, n° de la taxe professionnelle, n° de l'ICE, n° de la CNSS, les données professionnelles (fonctions, références, CV des collaborateurs) ainsi que vos coordonnées bancaires.

Les destinataires de ces données sont les structures du FEC et les commissions désignées en charge du processus de passation et de l'exécution de la commande du Fonds d'Équipement Communal ainsi que les services de contrôles internes et externes et les établissements bancaires teneurs de vos comptes.

Le traitement mis en œuvre par le FEC a pour objet la réalisation des finalités relatives à la Gestion des consultations et des appels d'offre, Gestion des commandes et des livraisons, la comptabilité des comptes fournisseurs, le règlement et paiement, l'échange d'informations commerciales, la gestion des évaluations des fournisseurs, le référencement des fournisseurs, la gestion du contentieux et l'élaboration des statistiques commerciales et financières.



Vous pouvez vous adresser au FEC, Département des Moyens Généraux, sis Espace Oudayas, angle avenue Annakhil et avenue Ben Barka- Hay Riad-Rabat, mail : [dmg@fec.ma](mailto:dmg@fec.ma), pour exercer vos droits d'accès, de rectification et d'opposition conformément aux dispositions de la loi 09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Ce traitement a fait l'objet d'une demande d'autorisation de la CNDP sous le numéro n° A-GF-136/2023.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché qui fera suite au présent appel d'offres.

#### **ARTICLE 17 : DEFINITION DES PRIX**

Les prix du bordereau comprennent le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, frais de déplacement et d'une façon générale, toutes les charges et dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la prestation. Les prix tiennent compte, en particulier, de la T.V.A.

#### **ARTICLE 18 : REVISION DES PRIX**

Le prix du marché qui fera suite au présent appel d'offres est ferme et non révisable.

#### **ARTICLE 19 : MODALITES DE PAIEMENT**

##### **Pour le prix n°1 :**

Les règlements relatifs à la prestation objet du prix n°1 seront effectués semestriellement en début de période, dans un délai de soixante jours (60) jours, sur présentation de la facture dûment signée, après constatation du service fait.

##### **Pour le prix n°2 :**

Le règlement relatif à la prestation objet du prix n°2 sera effectué après réalisation des prestations et ce, dans un délai de soixante (60) jours maximum, sur présentation de la facture accompagnée du procès-verbal de réception de ce prix, dûment signé par les deux (02) parties.

##### **Pour le prix n°3 :**

Les règlements relatifs aux prestations de service présentées au niveau de l'article 5 seront effectués après réalisation des prestations et ce, dans un délai de soixante (60) jours maximum, sur présentation de la facture accompagnée du procès-verbal de réception dûment signé par les deux (02) parties. **A ce titre, il est à préciser que seul le nombre de Jour/Homme réellement exécutés seront réglés.**

Le FEC se libérera des sommes dues en exécution du marché qui fera suite au présent appel d'offres par règlement par chèque au profit du prestataire ou par virement au compte bancaire de ce dernier.

#### **ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

Les droits de timbre et d'enregistrement tels qu'ils résultent des lois et règlements en vigueur sont à la charge du prestataire.

#### **ARTICLE 21 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des prestations objet du marché qui fera suite au présent appel d'offres, le prestataire déclare faire élection de domicile à l'adresse de son siège social.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le FEC, dans les trente (30) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

## **ARTICLE 22 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Avant tout commencement de l'exécution des prestations du marché, le prestataire devra souscrire toutes les polices d'assurance couvrant tous les risques inhérents à l'exécution du marché.

Le prestataire n'aura aucun recours contre le FEC pour tous dommages qui pourraient survenir du fait des tiers au personnel sauf ses droits de recours contre l'auteur des dommages.

Dans le cas où des dommages viendraient à être causés à toute personne à l'occasion des prestations objet du marché qui fera suite au présent appel d'offres, le prestataire s'engage à préserver le FEC contre toutes les condamnations prononcées contre lui en réparation desdits dommages et s'interdit de tout recours contre lui.

## **ARTICLE 23 : SOUS-TRAITANCE**

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres sera strictement passé au nom du prestataire. Toute sous traitance ou cession nécessite l'autorisation préalable du FEC.

## **ARTICLE 24 : CAUTIONNEMENT ET RETENUE DE GARANTIE**

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il devra être restituable à la réception définitive du marché.

Aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du marché.

## **ARTICLE 25 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le FEC, en exécution du marché, sera opérée par les soins du FEC ;
2. Les renseignements et états prévus à l'article 8 de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics sont délivrés par le FEC ;
3. Les paiements prévus au marché seront effectués par le FEC ;
4. En cas de nantissement du marché, le FEC délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre conformément aux dispositions de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.

## **ARTICLE 26 : MESURES COERCITIVES ET REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

En cas des différends et litiges qui peuvent se produire à l'occasion de l'exécution du marché entre le prestataire et le FEC, il sera fait application des dispositions du règlement des achats du FEC et notamment son article 69.

Tous les litiges ou contestations concernant l'interprétation ou l'exécution des clauses du marché qui fera suite au présent appel d'offres, et qui n'auraient pas pu être résolus à l'amiable, seront soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

## **ARTICLE 27 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces contractuelles constituant le marché seront :

- Le Cahier des Prescriptions Spéciales dûment signé et paraphé à chaque page ;
- Le Règlement de la Consultation dûment signé et paraphé à chaque page ;
- L'offre technique du prestataire présentée en réponse au présent appel d'offres ;
- L'offre financière du prestataire présentée en réponse au présent appel d'offres ;
- La déclaration sur l'honneur ;
- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix ;
- Les ordres de service.



## **ARTICLE 28 : MODIFICATION– ARRET/AJOURNEMENT – CESSATION- RESILIATION**

### **Modification :**

Toute modification apportée au marché initial, devra faire l'objet d'un avenant.

### **Arrêt / Ajournement :**

A tout moment par ordre d'arrêt motivé, le FEC peut notifier au prestataire sa décision d'ajourner la prestation.

### **Cessation :**

La cessation de l'exécution du marché peut être ordonnée à tout moment par le FEC.

Aucune indemnité autre que le règlement des prestations effectuées et réceptionnées par le FEC ne pourra être demandée par le prestataire. La cessation sera notifiée au prestataire par écrit.

### **Résiliation :**

Le marché sera résilié de plein droit notamment dans les cas suivants :

- En cas de violation de l'une des dispositions contractuelles du marché ;
- En cas de manquement grave de la part du prestataire et, en particulier, si la prestation n'est pas menée avec la qualité et la célérité requises et ce, dans un délai de quinze (15) jours après sa mise en demeure, par lettre recommandée visant et rappelant le présent article ;
- En cas de liquidation judiciaire, si le prestataire n'est pas autorisé par le Tribunal à poursuivre l'exercice de son activité.

Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au prestataire et aucune indemnité autre que le règlement des prestations réceptionnées par le FEC ne pourra être demandée par le prestataire.

## **ARTICLE 29 : VALIDITE DU MARCHÉ**

Le marché qui fera suite au présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par Monsieur le Gouverneur, Directeur Général du FEC.

## **ARTICLE 30 : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF**

N° prix	Désignation	Unité	Nombre	Qté	PU en DH HT	PT en DH HT
1	Souscription annuelle à une plateforme de sensibilisation à la cybersécurité en SaaS pour 80 utilisateurs.	Ensemble	3			
2	Prestations d'accompagnement au démarrage	Forfait	1			
3	Prestations de service (20 J/H par an)	J/H	20	3		
<b>TOTAL en DH HT</b>						
<b>TVA 20%</b>						
<b>TOTAL en DH TTC</b>						

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de ..... Dirhams Toutes Taxes Comprises.

Pour le FEC

Pour le soumissionnaire  
Date et signature  
Précédées de la mention manuscrite  
"Lu et Approuvé"